RAPPORT DE REDDITION DE COMPTES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Source : secrétaire général

Résumé

Je suis reconnaissant d'avoir l'occasion de rendre compte du travail que j'ai accompli et du leadership dont j'ai fait preuve dans l'exercice de mes responsabilités en tant que « membre du personnel-cadre et responsable administratif du Conseil général, de son exécutif et de son sous-exécutif » (*Le Manuel*, 2025, article D.4.2.3).

Dans le présent rapport, j'essaie de donner une vue d'ensemble du travail du Bureau du Conseil général ainsi qu'un aperçu de la vie de l'Église au sens large, de mon point de vue de secrétaire général. Ce rapport comporte trois parties. La première section offre une perspective sur le travail visant à cerner ce en quoi consisterait un avenir idéal pour l'Église. Elle rend également compte de la commémoration du centenaire, de l'avenir du Bureau national du Conseil général, de la façon dont nous gérons les finances et la vie œcuménique de l'Église, de l'établissement du cadre de certains travaux du Bureau et de la reconnaissance du travail du personnel et des bénévoles. Les sections B et C sont des addenda au présent rapport portant sur la reddition de comptes à l'égard du plan stratégique et opérationnel, et du Programme de partenariat international de l'Église.

Travailler pour bâtir un avenir idéal

Le Comité permanent pour les programmes de la mission et du ministère, dans la section intitulée « A Real Change of Heart and Institution » (Un changement institutionnel véritable) du rapport *Toward 2025: A Justice Seeking/Justice-Living Church* (En route pour 2025 : une Église qui recherche et pratique la justice) qu'il a présenté au 41^e Conseil général lors de l'assemblée à Ottawa en 2012, s'est inspiré des paroles que la secrétaire générale a adressées à l'exécutif du Conseil général en mai 2010 :

« [Traduction] En tant que disciples de Jésus, nous croyons que l'Église n'existe pas en tant que fin en soi, mais qu'elle est une communauté de personnes invitées à être témoins d'une partie de l'œuvre que Dieu accomplit dans le monde, et appelées à lui donner un sens et à l'aider à se réaliser. Nous croyons que la mission de Dieu consiste à se mettre en quête d'une vie abondante pour le monde entier en vue de la partager. Comme le dit Jésus dans l'Évangile selon saint Jean au chapitre 10, verset 10 : "Moi, je suis venu pour qu'ils aient la vie et qu'ils l'aient en abondance." (Jean 10,10 [NFC]) (*Planning for a Future Grounded in Faith and Action* [Planifier un avenir fondé sur la foi et l'action]) »

L'Église Unie du Canada est confrontée à un avenir à la fois incertain et prometteur. L'Église discute de son avenir depuis le 39^e Conseil général en 2006. Aujourd'hui, nous sommes arrivés à un moment charnière. Il ne fait aucun doute que le nombre de personnes qui assistent régulièrement aux activités est en baisse; les dernières statistiques (fondées sur les données de 2023) établissent la participation à 110 000 personnes et le nombre de membres à 321 000. À partir de ce 45^e Conseil général, nous inviterons l'Église à entamer une discussion à l'échelle de

l'institution au sujet d'un processus appelé Horizon 2035. Alors même que nous engageons ce dialogue, un plan stratégique et opérationnel global, Vision 2035, sera mis en œuvre. Le déclin n'est pas immuable!

Nous savons que Dieu est en train de bâtir quelque chose de nouveau parmi nous. Nous entendons la voix du prophète Ésaïe (Ésaïe 43,18-19 [NFC]) :

« Ne pensez plus au passé,
ne vous préoccupez plus de ce qui est derrière vous.
Car je vais faire du nouveau ;
on le voit déjà paraître comme un bourgeon, vous saurez bien le reconnaître.
Oui, dans le désert j'ouvrirai un chemin,
dans ces lieux arides je ferai couler des fleuves. »

En effet, puisque le Conseil général met l'accent sur la croissance et le leadership, et que les responsables de l'animation de la croissance s'efforcent d'appuyer cette priorité, nous pouvons maintenant entrevoir l'avenir. Il y a quelques semaines, j'ai visité l'Église Unie Plymouth-Trinity, qui se trouve à Sherbrooke, au Québec. La célébration liturgique s'est déroulée en quatre langues : le swahili, le français, l'anglais et le malgache. Ce fut un moment intense et transformateur. La présence de communautés migrantes francophones et anglophones commence à revitaliser et à transformer le pays. Plusieurs initiatives destinées aux communautés migrantes ont été lancées dans différentes régions du pays.

Nous observons une croissance dans plusieurs paroisses; les leaders des paroisses et des ministères imaginent de nouvelles façons d'être l'Église et demandent de l'aide aux conseils régionaux. Nous avons investi dans le soutien aux leaders dans le cadre du programme (Re)Generate ([Re]Générer). Nous travaillons actuellement à l'élaboration de modèles de ministères coopératifs et nous discutons avec des partenaires œcuméniques; autant de signes de la nouveauté que Dieu est en train de créer – et c'est passionnant!

Alors que l'Église trace son chemin vers l'avenir, les questions soulevées dans le rapport *Towards 2025* (Horizon 2025) sont toujours d'actualité.

À ce moment de notre histoire, nous sommes invités à réfléchir aux éléments fondamentaux de l'identité de notre Église. L'Église est appelée à se poser certaines questions, notamment :

- Qu'est-ce qui nous définit à tel point que nous perdrons le sens profond de notre identité si nous l'ignorons?
- Quels sont les éléments qui nous distinguent en tant qu'Église?
- Quels sont les éléments de notre identité qui invitent la société laïque à participer à nos activités?
- Quels sont les éléments de notre identité autour desquels nous pouvons créer un mouvement de passion et d'énergie pour vivre l'appel que Dieu nous lance en tant que disciples?

En répondant à ces questions et en clarifiant notre appel à devenir des disciples, nous deviendrons les sages-femmes de la nouvelle Église et nous « redonne[rons] vie aux ruelles de la ville » (Ésaïe 58,12 [NFC]).

L'Église autochtone

Le renvoi visant à créer l'Église autochtone autonome a été approuvé et adopté par l'Église. La mise en œuvre et la planification de la nouvelle structure ont été retardées en raison des difficultés rencontrées par la direction. Fin novembre, un Rassemblement spirituel national autochtone (RSNA) s'est tenu à Winnipeg afin de déterminer la voie à suivre. Le Conseil national des aînés et des aînées autochtones (CNAA) s'est engagé à assumer les fonctions de leadership au sein de l'Église jusqu'à ce qu'une structure de gouvernance appropriée soit mise en place. Dans l'intervalle, les aînées et les aînés travaillent à la mise sur pied d'un groupe chargé de définir une vision et à l'élaboration d'un plan de consultation des communautés de foi autochtones. Il sera important que l'Église coloniale reconnaisse que les communautés font leur travail et que le processus prendra le temps qu'il faudra.

Au cours du triennat, j'ai rencontré le CNAA ainsi que la modératrice afin de profiter de leur sagesse et de leurs conseils. J'ai également rencontré plusieurs cercles afin de comprendre certains des défis à relever. Le personnel de Ministères et justice autochtones a commencé à élaborer des stratégies visant à soutenir et à renforcer les communautés de foi, et à planifier les travaux de réparation et d'aménagement des biens immobiliers.

En ce qui concerne le cheminement vers la réconciliation, l'exécutif du 44^e Conseil général a approuvé une proposition visant à créer un groupe de travail chargé d'examiner le processus de réconciliation en cours au sein de l'Église et de déterminer les mesures à prendre, y compris la possibilité de présenter de nouvelles excuses, en particulier en ce qui concerne les tombes anonymes.

Commémoration du centenaire

La commémoration du centenaire donne à l'Église l'occasion d'ouvrir les trésors de son riche passé et de commencer à imaginer l'avenir idéal de ses communautés de disciples. La commémoration nationale, dont le thème est « Profonde, dynamique, audacieuse », a débuté officiellement le 9 juin 2024 par une célébration liturgique à la Metropolitan United Church de Toronto (endroit où s'est tenu le premier Conseil général) et se terminera le 8 juin 2025 à la Gower Street United Church de Terre-Neuve. Les communautés de Terre-Neuve se sont jointes à l'Église Unie avant que la province n'entre dans la Confédération. Sur la recommandation du comité de planification du centenaire, mis sur pied par l'exécutif et présidé par l'ancien modérateur Richard Bott, les communautés de foi ont été invitées à trouver le meilleur moyen de souligner ce moment à leur façon. [Leur créativité est inspirante!](#)

Le centenaire comprend trois volets : la commémoration, la présence publique et une campagne de dons planifiés. Deux initiatives de présence publique ont été lancées. La première

initiative, *Une place à la table*, a été lancée lors du Jeudi saint, le 17 avril 2025, et propose une exposition de photos provocatrices et un site Web. L'objectif est d'inviter les Canadiennes et les Canadiens à redécouvrir l'Église Unie et à trouver leur place au sein de nos communautés. La deuxième campagne, *100 Tables*, mettra en lumière le ministère d'au moins 100 paroisses : elles installeront à l'extérieur de leur église une table symbolisant la communion à la table de Jésus qu'incarne de façon unique la communauté de foi.

La campagne de dons planifiés est lancée et invitera les gens à envisager de faire des dons testamentaires pour soutenir la communauté de foi qu'ils aiment et le ministère de l'Église Unie.

Une [infolettre du centenaire](#) portant sur un thème ayant imprégné la vie de l'Église Unie a été rédigée pour chaque mois de l'année afin de mobiliser les membres de l'Église et de susciter un nouvel engagement créatif. À partir de juillet 2025, les infolettres concerneront des histoires moins connues de l'Église Unie.

En cette année du centenaire, nous continuons à prier avec les paroles de la prière présentée dans *Notre raison d'être* en 2006 : « Enracinés dans notre riche passé, propulse-nous vers ton avenir. »

Repenser le travail du Conseil général

Lors de leur retraite annuelle en novembre 2022, les responsables du personnel ont pris trois engagements : a) être à l'avant-garde, b) être porteurs d'espoir et c) prendre des décisions fondées sur des données. Ces engagements, conjugués à l'[appel](#) à « une spiritualité profonde, une vie de disciple dynamique et une quête audacieuse de justice », ont influencé la manière dont le personnel a participé aux travaux du conseil au cours du triennat.

Durant le triennat, l'exécutif a approuvé une réorganisation de la structure du personnel du Conseil général. La restructuration visait à accroître l'efficacité et à rationaliser les opérations. Comme l'étoile Polaire, notre plan stratégique et opérationnel a guidé les travaux du bureau. Le plan stratégique 2023-2025 a transformé le travail et la créativité du personnel et de l'Église. Grâce à ce plan, nous avons réorganisé la façon dont nous présentons le rapport sur le budget. Un pourcentage du budget opérationnel a été attribué à chacun des objectifs, ce qui permet de rendre compte de l'utilisation des ressources et de leur impact. La [partie B](#) de mon rapport sur le plan stratégique fait état de certaines des mesures prises dans le cadre de ce plan. Les rapports annuels sur le plan sont également publiés sur le nouveau site Web www.generalcouncil.ca/fr. À terme, ce nouveau site remplacera complètement la bibliothèque virtuelle de l'Église Unie utilisée auparavant et regroupera les documents de gouvernance relatifs au Conseil général et à ses travaux.

Le plan stratégique, et plus particulièrement le travail des responsables de l'animation de la croissance, nous a permis de définir clairement le travail du Conseil. Le personnel a présenté à

l'exécutif un projet de recherche fondé sur des données, qui compare les données de 1992, celles de 2023 et les prévisions jusqu'en 2035. Le projet de recherche a mis en évidence la nécessité d'adopter une stratégie d'intervention urgente pour assurer la pérennité des ministères de l'Église Unie du Canada. Comme il s'agissait d'un recentrage du plan stratégique actuel, il a été baptisé Vision 2035.

L'exécutif a demandé que les efforts déployés dans le cadre de Vision 2035 figurent parmi les priorités. Vision 2035 est la nouvelle version du plan stratégique et opérationnel de l'Église. Le plan stratégique 2023-2025 approuvé par l'exécutif (en 2022) concernait le travail du Bureau du Conseil général. De plus, bien que les conseils régionaux aient été invités à participer à l'exercice, ils n'étaient pas tenus de le faire. Vision 2035 est un plan à l'échelle de l'Église visant le personnel et les cadres du Bureau du Conseil général et des bureaux régionaux. Son objectif central est de permettre à l'Église de vivre l'appel à être un peuple de l'Évangile, une communauté de disciples cherchant à incarner la présence de Jésus dans le monde. Il s'appuiera sur la conception méthodiste du connexionalisme, qui exige de l'intentionnalité et un renforcement du contrôle épiscopal des communautés de foi par les conseils régionaux. De nouveaux investissements seront nécessaires. Il faudra également adopter une culture de l'expérimentation et des processus qui nous donnent de la souplesse.

Pour être à l'avant-garde, le personnel du Programme de partenariat international, en collaboration avec le Conseil des partenaires de l'Église Unie, a commencé à réfléchir à la manière d'élaborer un programme durable et pertinent à l'aube du siècle prochain. L'accompagnement radical mutuel favorise une vie de disciple dynamique, une quête audacieuse de justice et une spiritualité profonde dans les partenariats mondiaux. Les membres élus, le personnel et le Conseil des partenaires ont entamé le processus visant à élaborer le prochain chapitre du programme. Un rapport détaillé sur le Programme de partenariat international est présenté à la [partie C](#) de mon rapport.

Lutte contre le racisme et Église antiraciste

Nous continuons à nous attaquer aux problèmes systémiques et comportementaux qui ont une incidence sur la vie de l'Église. Soutenue par Adele Halliday, responsable de la lutte contre le racisme, la Table commune sur l'antiracisme a aidé l'Église à respecter son engagement. Un [rapport](#) complet faisant état des travaux dans ce domaine et de certains des résultats est présenté dans le présent document de travail.

Le Bureau du Conseil général

En 2012, l'exécutif du Conseil général a pris la décision de s'associer à la Bloor Street United Church dans le cadre de son projet de réaménagement et de déménager le bureau national au 300, rue Bloor Ouest, à Toronto. Sous la direction de Nora Sanders, secrétaire générale de 2006 à 2020, des discussions ont été entamées avec les leaders de l'Église presbytérienne au Canada et de l'Église anglicane du Canada concernant la possibilité de partager les locaux. En 2024, le secrétaire principal de l'Église presbytérienne, Victor Kim, le secrétaire général de l'Église

anglicane du Canada, Alan Perry, et moi-même, à titre de secrétaire général, avons signé l'entente juridique régissant le partage des locaux du 300, rue Bloor, où sera établi le siège de nos bureaux nationaux respectifs.

Les travaux de construction au 300, rue Bloor ont officiellement commencé en 2023. Le déménagement devrait avoir lieu d'ici l'automne 2026. Le bail du local situé au 3250, rue Bloor Ouest, à Toronto, prendra fin à l'hiver 2026. Ne connaissant pas la date de déménagement au 300, rue Bloor et compte tenu de l'inflexibilité du propriétaire actuel, l'exécutif du Conseil général a approuvé, lors de sa réunion du 7 au 9 mars 2025, le déménagement temporaire du bureau national au 50, promenade Wynford, à Toronto, le siège actuel de l'Église presbytérienne au Canada. Le déménagement permettra de réaliser des économies d'environ 500 000 \$ dans le budget de fonctionnement de 2026. Nous quitterons le bureau actuel à la fin de l'année 2025.

Outre les bureaux, nous déménagerons également les archives des trois Églises au 300, rue Bloor. La cohabitation des trois Églises offrira des possibilités de partenariat et de collaboration.

Finances

La gestion des finances de l'Église représente à la fois un défi et une occasion. Nous sommes reconnaissants de la générosité des membres de l'Église Unie, de leur engagement fidèle et de leur contribution au travail de l'Église.

En 2015, lorsque le 42^e Conseil général a pris l'engagement de demander à l'Église de vivre selon ses moyens, ce qu'il a fait, il était clair que les cotisations devaient servir à financer la fonction de gouvernance du travail du conseil (à la fois le Bureau du Conseil général et les bureaux régionaux) et que Mission et Service devait financer les activités liées à la mission et au ministère de l'Église. Plusieurs choses se sont précisées au fil des ans. Le travail de l'Église, peut-être sous l'influence de la pandémie de COVID-19, nécessite plus de ressources que celles disponibles grâce aux cotisations et aux fonds provenant de Mission et Service.

Le déficit perpétuel dans le domaine de la gouvernance a mené à des discussions régulières au sein de l'équipe de direction sur la manière de réduire la charge de travail de gouvernance. Les hypothèses relatives aux coûts liés au travail du Bureau de la vocation de 2015 étaient fondées sur la structure de Collège ministériel proposée. La décision prise par le conseil a eu pour effet de créer une structure plus robuste, qui a entraîné des coûts supplémentaires importants.

Au cours du triennat, nous avons cherché à déterminer si l'objectif de vivre selon ses moyens s'étend à la fois au compte chèques et au compte d'épargne. Avec l'approbation de l'exécutif et l'appui du Comité consultatif sur les finances, nous avons pu puiser dans les réserves (environ 2 millions de dollars par année) afin de disposer de la marge de manœuvre nécessaire à la mise

en œuvre du plan stratégique. La direction, l'exécutif et le Comité consultatif sur les finances sont tous d'accord pour dire que cette situation n'est pas viable.

Gérer les finances de l'Église, c'est un peu comme jouer au Jenga : il s'agit d'un exercice délicat. La santé financière des communautés de foi, la diminution du nombre de paroisses, la rémunération des leaders ministériels, notamment les rajustements économiques annuels liés au coût de la vie (attribution des groupes liés au coût de la vie), la baisse des dons à Mission et Service, et les marchés d'investissement sont quelques-uns des problèmes qui nuisent à la construction d'une tour de Jenga stable.

Le taux de cotisation est demeuré inchangé depuis sa mise en place. Lors de la prochaine assemblée du 45^e Conseil général, nous discuterons avec les membres de l'Église de l'opportunité de revoir le taux de la cotisation. Nous poursuivrons nos efforts visant à relever certains de ces défis, car nous proposerons à l'exécutif un budget triennal en septembre 2025.

Alors que nous continuons à imaginer de nouvelles façons de travailler et d'éliminer les doubles emplois dans l'organisation, l'exécutif a approuvé une proposition visant à transférer la responsabilité des campagnes de collecte de fonds destinés à Mission et Service de l'Église à la Fondation de l'Église Unie. Des conversations et des négociations sont en cours avec la fondation.

À l'interne, nous nous efforçons de peaufiner les états financiers et le budget des dépenses, en plus de préparer le rapport financier. Nous remercions Harry Li et son équipe pour tout le travail accompli à cet égard.

Le personnel

L'Église Unie a la chance de pouvoir compter sur une équipe engagée, compétente et ingénieuse, tant dans les bureaux nationaux qu'au sein des conseils régionaux. J'ai le privilège de travailler à ses côtés. Je suis reconnaissant à tous les membres du personnel pour leur professionnalisme, leurs sacrifices, leur passion et leur esprit de collégialité. Je profite de cette occasion pour leur rendre hommage et inviter l'Église à saluer leur contribution. Avec l'approbation de l'exécutif et le soutien du Comité consultatif sur les finances, nous avons pu maintenir nos effectifs et, dans certains cas, les élargir. Il n'y a pas eu de réduction, à l'exception des départs à la retraite. Cette stabilité nous a permis de mettre en œuvre le plan stratégique et opérationnel.

Les membres de l'équipe nationale de direction du personnel sont :

Ministres exécutifs ou ministres exécutives des conseils régionaux : Eric Hebert-Daly (Centre et Est de l'Ontario, Est de l'Ontario et Outaouais, et Nakonha:ka); Treena Duncan (Pacific Mountain et Chinook Winds); Shannon McCarthy (Prairie to Pine, Northern Spirits et Living Skies); Peter Hartmans (Shining Waters et Canadian Shields); Faith March-McCuish (First Dawn Eastern Edge, Bermuda–Nova Scotia et Fundy St. Lawrence Dawning Waters); et Mark Laird

(Horseshoe Falls, Antler River Watershed et Western Ontario Waterways).

Bureau du Conseil général : Sarah Charters (cadre dirigeante, Philanthropie et présidente de la Fondation de l'Église Unie); Jennifer Janzen-Ball (ministre exécutive, Théologie et leadership ministériel); Jennifer Henry (ministre exécutive, Développement organisationnel et stratégie); Harry Li (cadre dirigeant, Finances); Alan Hall (ministre exécutif, Services partagés); Japhet Ndhlovu (ministre exécutif, Église en mission); Cheryl-Ann Stadelbauer-Sampa (responsable principale du soutien à la gouvernance); Adele Halliday (responsable de l'équité et de la lutte contre le racisme); Nicole Treksler (conseillère juridique principale); Angelica Benalcazar (directrice des ressources humaines et du service de la paye); Springwater Hester-Meawassige et Lori Ransom (ministres exécutives par intérim pour l'Église autochtone).

Il y a eu plusieurs départs à la retraite dans les bureaux du Conseil général au cours du triennat. Ces membres du personnel ont servi l'Église pendant de nombreuses années : Shirley Welch, qui a commencé à travailler au Conseil général dans le domaine de l'intendance et a par la suite assuré le soutien administratif à l'exécutif et au Conseil général (39), Sheila James, qui a occupé le poste de réceptionniste depuis l'époque de St. Clair (35), Erik Mathiesen, qui a été responsable des finances (16), Patti Talbot, qui s'est occupé du Programme de partenariat international (30), Ann Yohan (35), Diana Hacker (28) et Ric De Leon (34), qui ont travaillé au service des finances (35), ainsi que Chris Dumas (35) et Claudia Kutchukian (22), qui ont servi au sein de l'Unité des communications.

À la fin de l'année 2025, Alan Hall, qui a été à la fois bénévole au sein du Comité permanent des politiques et procédures concernant le ministère et l'emploi et membre du personnel, et Cheryl-Ann Stadelbauer-Sampa, qui a occupé les postes de secrétaire de direction de synode et de ministre exécutive de conseil régional, prendront leur retraite.

Nous rendons grâce à Dieu pour ces fidèles serviteurs.

Les bénévoles

Le dévouement des bénévoles enrichit le travail du conseil. Au cours de ce triennat, l'exécutif du Conseil général a consacré beaucoup de temps à débattre en vue de prendre certaines décisions difficiles. Vous pouvez en apprendre davantage sur son travail dans le rapport de reddition de comptes qui se trouve dans le présent document de travail.

Engagement œcuménique

En l'absence d'un ou d'une responsable des relations œcuméniques, nous avons mis sur pied une équipe œcuménique composée de membres du personnel. Chacun d'entre eux est chargé d'entretenir les relations avec certains partenaires œcuméniques canadiens et internationaux. Des membres de l'Église Unie soutiennent les ministères de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER), du Conseil œcuménique des Églises (COE), du Conseil méthodiste mondial (CMM) et du Conseil canadien des Églises (CCÉ), et entretiennent des relations avec l'Église

Unie du Christ, l'Église chrétienne des Disciples du Christ (au Canada et aux États-Unis), l'Église presbytérienne en République de Corée et l'Église Unie du Christ aux Philippines.

Nous nous sommes efforcés d'approfondir et de renforcer nos relations avec l'Église Méthodiste Unie. Notre engagement auprès des communautés migrantes méthodistes fait partie des raisons qui nous ont poussés à établir une relation avec cette Église. Nous avons également noué une nouvelle relation avec l'Église de Jésus-Christ à Madagascar (FJKM).

Je continue à contribuer à la communauté œcuménique mondiale. En 2023, j'ai été nommé par le Comité central du Conseil œcuménique des Églises au poste de modérateur de la Commission de mission et d'évangélisation (CME). À ce titre, je travaille en étroite collaboration avec les cadres supérieurs responsables du programme et je préside les réunions de la commission. En tant que modérateur, je suis également membre du Reference Group of the Pilgrimage of Justice, Reconciliation, and Unity (Groupe de référence du pèlerinage pour la justice, la réconciliation et l'unité), qui a pour mandat d'intégrer les travaux du conseil.

Pour de plus amples renseignements sur le travail effectué par le Bureau du Conseil général au cours du triennat du 44^e Conseil général, je vous invite à lire les rapports que j'ai présentés à l'exécutif du Conseil général et aux deux assemblées annuelles du 44^e Conseil général à l'adresse www.generalcouncil.ca/fr. Vous pouvez prendre connaissance des résultats de travaux particuliers en consultant la fiche de suivi qui se trouve [ici](#).